



La manifestation à Paris.

Photo AFP

Par millions, travailleurs du public et du privé ont fait grève et manifesté ce 7 septembre dans tout le pays à l'appel de leurs organisations syndicales.

# “Nous ne voulons pas d'amendements, nous voulons juste le retrait de la loi !”

(un manifestant)

**Reportage** Laurence Fayard, Isabelle Rémy, avec nos correspondants

Les nombreux reportages parvenus à la rédaction d'Informations ouvrières en témoignent, une exigence s'est exprimée avec force ce 7 septembre : celle de l'unité pour le retrait du projet de loi contre les retraites. Ainsi, au moment où nous « bouclons », nous recevons un écho de la manifestation à Longwy (Meurthe-et-Moselle) : « Quatre fois plus de manifestants qu'en juin. Pendant deux heures de défilé, les mots d'ordre “Grève interprofessionnelle public-privé, unis pour le retrait”, et “1993, 2010, ils attaquent nos retraites, stop, stop, stop, retrait, retrait maintenant”. Un responsable de la FSU traduit le sentiment général en s'adressant à un syndicaliste de FO : “Je suis d'accord avec toi pour le retrait, alors, il faut le dire ensemble”. » Pour les travailleurs, les militants, pas question d'amender le projet de loi du gouvernement Sarkozy.

## “NOUS NE VOULONS PAS D'AMENDEMENTS !”

C'est ce qu'explique une syndicaliste du ministère de l'Éducation nationale à Paris, derrière une banderole où s'affichent les sigles syndicaux CFDT, CGT, FO, CFTC et le mot d'ordre « Ni amendable ni négociable, retrait du plan Woerth-Sarkozy » : « Nous ne voulons pas d'amendements ! Nous voulons juste le retrait de la loi, pas d'augmentation des cotisations et le retour aux 37,5 annuités. Mon mari est dans le privé, à la FNAC, il défile aussi pour le retrait. »



Photos Informations ouvrières

Un peu plus loin, deux syndicalistes CGT de la fédération des sociétés d'études ont la même préoccupation : « Négociable, le projet de loi ? Non ! Il faut imposer le rapport de force pour son retrait pur et simple ! »

La mobilisation à Bordeaux, prenant appui sur une vingtaine de prises de position communes de syndicats, du public comme du privé, notamment CGT et FO, sur le mot d'ordre « Retrait du projet », a donné lieu à un cortège massif aux rangs serrés, qui a concrétisé dans la rue une participation importante à la grève. Les salariés du privé, notamment de l'entreprise LU, à Cestas, avec une banderole CGT, FO, CFDT, CGC pour le retrait, mais aussi de l'entreprise Mauduit-Aster, étaient fortement représentés. Les postiers, les enseignants, des syndiqués du SNUIPP de Mérignac portaient aussi une banderole « Retrait du projet ».

## “SI ON “LÂCHE” SUR CETTE LOI, C'EST LA PORTE OUVERTE À TOUTES LES AUTRES CONTRE-RÉFORMES”

Un facteur est là pour défendre le droit à la retraite à 60 ans : « Pour nous, à la distribution, avant, on partait à 55 ans ; avec la réforme Fillon, on peut encore partir à 55 ans, mais c'est avec une retraite diminuée du fait de la décote. Dans notre bureau de poste, il y a plus de 50 % de grévistes... » Arrivent deux de ses collègues badgés « La CGT » : « Nous, on est là pour obtenir le retrait du projet de loi Sarkozy... » « Nous aussi, et dans notre université, les syndicats ont lancé un appel commun à la grève le 7 pour le retrait du projet de loi du gouvernement. » « De nombreux syndicats CGT exigent le retrait pur et simple, les appels communs pour la grève pour le retrait se sont multipliés ces derniers jours... » « Oui, mais ce n'est pas le cas de notre union départementale ou de la direction confé-

dérale. Et ça, ça pose problème : qui décide dans notre confédération ? »

Un autre collègue de l'université se joint à la conversation : « Les gens ont travaillé toute leur vie. J'ai des collègues de boulot qui sont à un an de la retraite et on leur dit qu'il faudrait qu'ils travaillent deux ans de plus ! On ne peut pas laisser faire ça ! » « Est-ce que vous croyez que ce soir, Sarkozy va retirer son projet de loi ? » « On est là pour ça, mais je crois qu'il ne lâchera pas ce soir... Il est “tenu” par l'Union européenne, le patronat. »

Le collègue de l'université : « Si on “lâche” sur cette loi, c'est la porte ouverte à toutes les autres contre-réformes. Il faut aller plus loin, continuer par la grève. » Tous ont en mémoire 1995 pour le « retrait du plan Juppé » et plus récemment la bagarre unie jusqu'au retrait du CPE.

## “ON NE VEUT PAS DE CE PLAN, POINT BARRE”

Nos camarades rencontrent des travailleurs de LU-Cestas. Chantal est syndicaliste CGT, elle a 44 ans de boîte. Yves est non syndiqué. Ils subissent des conditions de travail de plus en plus difficiles : il n'est pas rare qu'un travailleur doive s'occuper de deux ou trois machines à la fois ! Yves est scandalisé : « On garde les jeunes au chômage et on bousille les vieux au travail ! » Nos camarades les retrouvent dans le cortège FO, derrière la banderole de leur entreprise, signée des syndicats FO, CGT, CFDT, CGC. Stéphane, responsable CGT, puis Rani, responsable FO, confirment que l'usine est arrêtée aujourd'hui et que l'accord de toutes les organisations syndicales n'a pas posé de problème : « On ne veut pas de ce plan, point barre. » Armand, responsable CFDT, confirme. Il sait bien que ce n'est pas la position de sa confédération. Ils ont prévu de réunir le personnel dès jeudi pour en discuter... ■

# La grande mise en scène des prétendues concessions du gouvernement au projet de loi sur les retraites

Heure par heure, de l'Assemblée nationale à l'Élysée en passant par les plateaux de télévision, le fil des déclarations du lundi 6 septembre au mardi 7.

## Lever de rideau : lundi 6 septembre au soir

### Les députés PS se réunissent : "Pas d'opposition systématique dans cette affaire"

L'agence Reuters rend compte d'une réunion du groupe des députés PS à l'Assemblée nationale sur le projet de loi gouvernemental sur les retraites. « Nous allons porter nos amendements, pas simplement en termes critiques, mais en termes de solution globale alternative à la réforme du gouvernement », confie le porte-parole du groupe, Alain Vidalies. Il indique que le groupe PS a déposé 170 amendements. « Des amendements de proposition », souligne-t-il, ajoutant : « Il n'y a pas d'opposition systématique dans cette affaire. »



### Sur France 2, le secrétaire général de l'UNSA en appelle à "un bon compromis"

Le secrétaire général de l'UNSA (autonomes), Alain Olive, déclare sur France 2, lors de l'émission Mots croisés : « Nous avons besoin d'avoir un écho du côté du gouvernement, du président de la République (...). Depuis des mois, on nous dit : "On va faire des concessions sur la pénibilité, les carrières longues, les polypensionnés", et on ne sait toujours rien. C'est jouer un jeu dangereux. Il faut maintenant sortir du bois et nous dire quelles concessions vont être faites », ajoute Olive, appelant à un « bon compromis ».

### François Chérèque : "Cela peut se faire par des amendements"

Sur Europe 1, le secrétaire général de la CFDT, François Chérèque, déclare : « Depuis deux mois maintenant, le gouvernement dit : "On va modifier cette réforme", maintenant, il faut que le gouvernement sorte du bois (...). L'objectif de la CFDT, comme de l'intersyndicale, n'est pas seulement de faire reculer le gouvernement sur le contenu de sa réforme, mais d'en obtenir une autre. » Et, ajoute-t-il, « cela peut se faire par le Parlement (...), cela n'a pas besoin de passer par la réécriture d'une autre réforme, il suffit de passer par des amendements. »

## Mardi 7 au matin

### Petit déjeuner à l'Élysée

Nicolas Sarkozy invite à l'Élysée au petit déjeuner des responsables de l'UMP. Selon l'un d'eux, il a déclaré qu'il fallait être « ferme » sur le cœur de la réforme des retraites, à savoir les 62 ans (âge légal) et les 67 ans (pension sans décote), et « attentif » sur la pénibilité, les polypensionnés et les carrières longues.

### Fillon devant les députés UMP : "La priorité des priorités, c'est le passage à 62 ans"

Le Premier ministre réunit les députés UMP, alors que les premières manifestations se déroulent en province. François Fillon martèle :

« La priorité des priorités, c'est le passage à 62 ans. » Puis, il ajoute : « Il y a un espace de discussion. On est à l'écoute, on n'est pas arrogant », en promettant des « ouvertures en fin de semaine », notamment sur la « pénibilité ».

### La Commission européenne : "Il faut avoir le courage de dire qu'il faut travailler plus longtemps"

Du « Parlement » européen à Strasbourg, le président de la Commission européenne, José Manuel Barroso, entend peser sur la situation : « Il faut avoir le courage de dire que si l'Europe veut gagner la bataille de la compétitivité, il faut travailler plus, travailler plus longtemps », estimant « évident de faire des réformes ».

## Mardi après-midi. Le débat commence à l'Assemblée nationale

### "Nous ne contestons pas le déficit"

Après la présentation du projet de loi par le gouvernement, le président PS de la commission des finances, Jérôme Cahuzac, déclare : « Nous, élus, nous ne sommes pas sous le seul contrôle du peuple, mais sous celui des investisseurs. Leur avis pèsera. » « Nous ne contestons pas le déficit », enchaîne Marisol Touraine, au nom du PS, « la réforme s'impose », mais une « autre réforme ». Tout en expliquant que « l'âge légal doit rester fixé à 60 ans », elle af-

firme ensuite l'inverse en déclarant que des « mesures démographiques sont nécessaires », et qu'il faut en particulier « réfléchir à un nouvel allongement de cotisations », « encourager ceux qui le peuvent à travailler plus longtemps ». Elle ajoute qu'il faut « un effort partagé par tous les salariés du secteur public et du secteur privé », appelant à « articuler autrement droit collectif et déclinaison individuelle ». Selon elle, « la pénibilité est un enjeu majeur de la réforme ».

(A l'heure où nous bouclons ce journal, les députés du PCF n'avaient pas encore pris la parole. Lire en page 4 leurs déclarations des jours précédents.)

## Journal de 20 heures, TF 1

### Bernard Thibault (CGT) : "Millimètre après millimètre, les choses sont en train de bouger"

Invité du journal de TF 1, le secrétaire général de la CGT déclare : « Je commence à entendre que pour un texte qui ne devait pas bouger, on nous répète, on nous annonce que peut-être, sur tel ou tel point, cela pourrait être réécrit. Donc, déjà, la mobilisation est en train de produire de premiers effets. On est très loin, naturellement, d'une prise en compte de la revendication syndicale (...), mais, petit à petit, au fur et à mesure que la mobilisation augmente, millimètre après millimètre, les choses sont en train de bouger (...). Il n'y a à ce stade rien d'écrit d'avance, aussi bien sur le contenu de la loi que sur l'ampleur des mobilisations à venir. »

### Eric Woerth : "Le président de la République fera une déclaration au Conseil des ministres"

Le ministre Eric Woerth succède à Bernard Thibault sur le plateau de TF 1. Il lui répond : « Le président de la République nous a demandé de continuer à travailler, en liaison avec les partenaires sociaux. Demain (...), pendant le Conseil des ministres, le président de la République fera une déclaration sur les avancées que nous ferons sur ce texte. Mais l'équilibre général de la réforme ne peut pas être remis en cause. Partir à 62 ans, c'est normal aujourd'hui. »

## ÉDITORIAL

### Notre position

7 septembre 2010, 20 heures

**A**u moment où nous écrivons, ce 7 septembre (20 heures), des millions et des millions de travailleurs ont fait grève dans leurs entreprises du public et du privé, dans leurs administrations, leurs écoles, leurs hôpitaux, etc. Trois millions d'entre eux ont manifesté dans tout le pays à l'appel de leurs organisations syndicales, sous les banderoles des organisations, et souvent même sous les banderoles communes de leurs syndicats, exigeant : « Retrait ! »

Sur les banderoles, les autocollants et les pancartes, et dans les mots d'ordre scandés, le mandat de l'immense majorité s'est clairement exprimé : « Ni amendable ni négociable, retrait, retrait du plan Sarkozy-Fillon-Woerth ! »

Face à ce mouvement gigantesque, face à cette volonté mille fois, cent mille fois réaffirmée ce 7 septembre, Sarkozy choisit de jouer son va-tout. Il s'arc-boute bec et ongles à son projet de loi, pour la raison qu'il donne lui-même : la « réforme des retraites », c'est la clef de voûte de toutes les « réformes » qu'il s'est engagé à réaliser auprès de l'Union européenne, du FMI et des marchés financiers. Et cela, avec le soutien du président de la Commission européenne, Barroso, qui s'est exprimé en ce sens ce même jour devant le Parlement européen, à Strasbourg. Et cela, au moment où, en Allemagne, en Espagne et dans toute l'Europe, les gouvernements de toutes couleurs politiques prétendent imposer les mêmes contre-réformes contre les retraites.

Au moment même où se déroulait cette journée de mobilisation exceptionnelle, une dépêche informe que le groupe socialiste à l'Assemblée nationale entendait sur cette question des retraites « débattre projet contre projet » et ne pas se comporter en « opposition systématique ».

Pas d'opposition systématique ? Mais les millions de grévistes et de manifestants, d'une seule voix, n'ont dit qu'une chose tout au long de cette journée du 7 septembre : « Systématiquement, nous nous opposons à cette infâme contre-réforme dont nous exigeons le retrait. »

Quant aux déclarations de Chérèque, laissant entrevoir que des amendements au projet pourraient ouvrir une issue... à condition de fermer les yeux sur le passage de 60 à 62 ans..., quel gréviste, quel manifestant s'est mobilisé aujourd'hui pour cela ?

Au soir de ce 7 septembre exceptionnel, pour l'immense majorité des manifestants, les choses sont claires : personne n'a reçu mandat pour entrer dans le jeu grossier de Sarkozy, personne n'a reçu le mandat de la masse qui s'est dressée aujourd'hui pour « négocier » des « aménagements » à cette contre-réforme.

A Marseille, Lyon, Bordeaux, Toulouse, Rennes, Rouen, Paris..., du privé comme du public, dans les centaines d'assemblées générales qui se sont tenues comme dans les cortèges, une même interrogation a jailli : « Le moment n'est-il pas venu de se dresser en un seul bloc, travailleurs et organisations unis, sur le seul mot d'ordre de : retrait immédiat du projet de loi ? Le moment n'est-il pas venu que les organisations, en toute clarté, décident la date et lancent l'appel à la grève pour le retrait ? »

Au soir de ce 7 septembre, qui oserait prétendre que ce n'est pas là la réponse conforme à la démocratie et au mandat des grévistes et manifestants ? Qui oserait prétendre que les travailleurs ne sont pas prêts ?

**Les secrétaires nationaux du POI, Claude JENET, Daniel GLUCKSTEIN, Gérard SCHIVARDI, Jean MARKUN**

# 3 millions de manifestants les reportages de



## Avignon (Vaucluse)

Banderoles communes des syndicats FO, CGT, Sud-SNUI des Finances à Avignon, où 20 000 à 25 000 manifestants ont défilé. Dans la manifestation, des membres du syndicat CGT de la chimie constatent « le fossé entre les positions de la base et celles de Thibault », et expriment leur désaccord avec la politique d'amendements du texte gouvernemental.



## Rouen (Seine-Maritime)

**“L'exigence du retrait devient incontournable, j'espère qu'elle va être reprise par toutes les organisations syndicales”**

60 000 manifestants, à l'appel de toutes les organisations syndicales départementales, se sont rassemblés derrière la banderoles de tête, sur laquelle on pouvait lire : « Retraites : pour le retrait du projet, ouverture de véritables négociations. »

Nous avons aussi relevé la présence de drapeaux ou banderoles, principalement CGT, de 45 à 50 entreprises, administrations ou professions : le CHU et le CHSR, les pompiers, EDF, la Sécurité sociale, les cheminots, les enseignants, les territoriaux... Des entreprises du privé comme Autoliv, Shell, Danone, Monoprix, Tecumseh... C'était d'ailleurs le gros de la manifestation.

Eric, CGT à la Fonderie Renault Cléon : « Mon syndicat est pour le retrait, c'est bien. J'espère que ça va bouger. S'il n'y a pas d'avancées du gouvernement, il faut un appel plus fort. »

Jérémy, CGT, ouvrier à Tecumseh Barentin : « Il faut le retrait pur et simple, à voir toutes les aides que l'on a fournies aux entreprises, il n'y a aucun problème de financement. Il faut le blocage du pays, notre base veut ça. Nous allons en discuter demain dans notre assemblée de syndiqués. »

Yves, SUD cheminots : « Retrait complet, aucune réforme. Pour la suite, on est dans le flou, dans les tracts, tout le monde dit que sa proposition de réforme est la meilleure... »

Joël, CGT, et ses camarades de Georgia Pacific : « Nous avons débrayé à 90 % et nous sommes 30 à la manifestation. Nous sommes pour le retrait total, il faut mobiliser plus... Il faut la grève... »

P, CGT Monoprix, onze salariés dans le cortège : « Il faut le retrait direct, c'est la position de tout le monde, il faut continuer la lutte, il faut que ça ait de l'impact. »

Roger, CGT retraité cheminot : « Il faut le retrait dans sa globalité et après ouvrir de vraies négociations. »

Daniel, CGT cheminots : « Bonne manif, j'apprécie sa diversité, que tous les secteurs soient représentés. Oui, il faut le retrait pur et simple. »

Eric, union locale CGT Elbeuf : « La manif est grandiose, bien plus fort que le 24 juin. Oui, il faut le retrait et complètement, c'est la condition pour discuter sur un autre projet, celui de la CGT, par exemple. Je suis pour bloquer le pays, ils se réunissent demain, ils devraient appeler à la grève générale, à bloquer les usines... »

Bruno, FO cheminots : « Si on veut arriver à quelque chose, il faut bloquer tout, ils sont coriaces au gouvernement, mais ils seraient obligés de céder. Le problème, c'est qu'ils vont essayer de jouer sur certains aspects de leur projet comme la pénibilité et avec certaines organisations comme la CFDT. »

Jean-Marc, FO, enseignant : « La manifestation est de grande ampleur, c'est un succès indéniable. Avec cela, l'exigence du retrait devient incontournable, j'espère qu'elle va être reprise par toutes les organisations syndicales. Les journées d'action, ça ne rapporte rien, dans l'enseignement, on est bien placé pour le savoir ! »

Herve, CGT, grutier au port de Rouen : « J'ai discuté avec des copains, ils disent qu'ils en ont marre des tracts fourretout, il faut concentrer maintenant sur l'exigence de retrait du projet de loi. »



## Dieppe (Seine-Maritime)

**“Faire avancer nos propositions, ça commence par le retrait”**

De 5 000 à 6 000 manifestants ont défilé dans les rues de Dieppe, dont de nombreux militants CGT. Deux banderoles formulaient la demande du retrait : la CGT des hospitaliers de Dieppe et l'intersyndicale de la Direction générale des Finances publiques.

Le cortège du syndicat CGT de l'hôpital a scandé plusieurs mots d'ordre pour le retrait, très repris, bien au-delà des hospitaliers.

A la fin de la manifestation, le secrétaire général de l'union locale CGT a pris la parole pour l'intersyndicale, face à la sous-préfecture.

Des rangs de syndicalistes CGT, dont ceux de l'hôpital, sont très attentifs, il y a une tension... Va-t-il dire retrait ? Il parle de l'emploi, des chiffres du chômage. Il aborde les retraites à la fin.

Une première personne crie : « Retrait ! » Puis, une deuxième. Il y a des remarques dans l'assistance : « Il ne va pas le dire. Il est sourd. »

« Nous voulons faire avancer nos propositions », dit l'orateur.

« Et ça commence par le retrait ! », crie un manifestant. L'orateur parle d'une prochaine journée d'action dans une semaine. Une hospitalière crie : « Non, la grève générale. » L'orateur conclut sans avoir demandé le retrait. Une douzaine de cégétistes scandent : « Retrait ! »

**“Avec cela, l'exigence du retrait devient incontournable, j'espère qu'elle va être reprise par toutes les organisations syndicales. Les journées d'action, ça ne rapporte rien”**

## Le Mans (Sarthe)

Grosse affluence au Mans, comme en 1995, avec près de 40 000 personnes. Les cortèges ont dû se scinder pour arriver à la place des Jacobins, plus que comble. Le discours intersyndical s'est conclu sur : le projet est non amendable et non négociable.



## Haguenau (Bas-Rhin)

**“Le bras de fer a commencé”**

La manifestation à l'appel des unions locales CFDT-CGT-FO de Haguenau, avec la participation de la CFTC, a rassemblé entre 500 et 700 personnes pour le retrait du projet gouvernemental. C'est une réussite. Première manifestation à l'appel de l'intersyndicale dans la ville.

Entendu dans la manif : « Avec le 7 septembre, le bras de fer a commencé. » Un délégué syndical CFDT de la métallurgie : « Si le gouvernement ne recule pas, c'est encore nous qui allons reculer. » « Je suis surpris par la mobilisation. Il y a des gens que je ne pensais jamais voir manifester. »

« Négocier avec Sarkozy, vous rigolez ? C'est un mur ! Il n'y a qu'une chose à faire, c'est d'abattre ce mur. Mais comment faire ? » « Si on en est là, de toute façon, c'est à cause de l'Europe. Elle nous a bien foutu dedans, l'Europe. C'est vrai, on a voté non. Mais ils sont passés où, nos bulletins de vote ? »



# à Paris et en province, nos correspondants

## Chartres (Eure-et-Loir)

**“On est unis, car il n’y a aucune amélioration possible à ce plan”**

La manifestation à Chartres a rassemblé 12 000 personnes en un cortège compact derrière la banderole unitaire « Retrait de la réforme des retraites ! ».

Un délégué syndical de **Sealed Air**, à **Epernon** : « Je n’ai jamais vu autant de manifestants du privé à Chartres. Il y a 900 salariés dans l’entreprise, au moins 300 sont en grève et on est monté à 200 à la manif. Du jamais vu chez nous, même en 68. L’annonce d’un plan de délocalisation en Angleterre a renforcé la détermination. Les gars veulent en découdre, ils voulaient bloquer Chartres. Maintenant, c’est tout le pays qu’il faut bloquer pour obtenir le retrait du plan sur les retraites. »

Un **convoi intersyndical de Nogent-le-Rotrou** a été organisé par les **unions locales de la CGT et de FO**.

Christian Loison (secrétaire de l’union locale FO) : « L’unité s’est faite très facilement sur le retrait avec l’union locale CGT. La situation est très tendue chez Valeo, où un nou-



Le **Vieux-Port de Marseille** s’est rempli de manifestants débouchant de toutes les artères. La **Canebière** était pleine à craquer, ainsi que le **quai des Belges** et le **boulevard de la République**. Les abords de la **gare Saint-Charles** étaient saturés, il a fallu deux bonnes heures pour que les syndicats CGT fassent le parcours prévu, plus long que d’habitude, et que les syndicats de FO puissent enfin se mettre en marche à 12 h 30. On peut parler de manifestation historique (on devait être 200 000). Tous les syndicats étaient là. Beaucoup de jeunes, mais aussi des retraités.

## Dans la manifestation parisienne...

Le **secrétaire CGT de l’hôpital Sainte-Anne** : « Il faut le retrait, puis rediscuter du fond. Il n’y a eu que des concertations qui n’ont jamais été des négociations. Ce soir, ils vont peut-être annoncer deux ou trois amendements qui vont peut-être satisfaire la CFDT. Il n’y a aucune reconnaissance de la pénibilité, à moins de passer devant un médecin ! A l’hôpital, les infirmiers et infirmières, on va passer de 55 à 62 ans ! »

Une **députée syndicale, déléguée du personnel CGT du Crédit lyonnais Ile-de-France** : « Pour nous, c’est non. Retrait absolu, complet ! Mais il faudra trouver des solutions pour apporter de l’argent : récupérer les exonérations patronales, augmenter les salaires... Il faut le retrait, d’abord, avant de monter un autre projet. »

La **secrétaire générale de l’union syndicale CGT santé de Seine-et-Marne** : « Les retraites ne vont pas se jouer au Parlement. Ça va se jouer dans la rue ! On dit non ! On veut le retrait ! Sur la pénibilité, nous, les infirmières, nous sommes bien placées pour voir qu’ils n’en ont cure ! Nous sommes venus de Nemours avec deux cars. Dans le mien, j’ai distribué l’affiche qui dit “Retrait du projet Fillon-Sarkozy !”. La quasi-totalité des camarades l’ont reprise et collée sur eux, comme moi. Dans l’autre car, la majorité des camarades ont fait de même. »

Une **députée SNJ-CGT, journaliste à RFI** : « Pour nous, c’est retrait complet ! Ni amendable ni négociable, c’est FO qui a sorti ce mot d’ordre, et j’ai trouvé ça pas mal. A RFI, nous avons un appel intersyndical CGT, FO et SNJ. »

Dans le cortège du rectorat de Paris, des manifestants ont scandé le mot d’ordre de retrait, décidé la veille par l’assemblée générale FO, UNSA, CGT, FSU. Certains se sont étonnés de ne pas voir ce mot d’ordre repris et lancé par la sono...



## Dans l’Isère

**A Bourgoin-Jallieu : “Pas de négociation : retrait, retrait de la réforme !”**

Nous nous retrouvons en tête de manifestation, drapeaux rouges FO mêlés aux drapeaux rouges CGT. Nous lançons à voix nue le mot d’ordre « Retrait de la réforme », que reprend le porteur du mégaphone. Un adhérent de la CGT lance d’une voix forte : « Pas de négociation : retrait, retrait de la réforme ! » C’est le mot d’ordre qui sera répété sur tout le parcours... Nous étions 6 000 manifestants.



**A La Tour-du-Pin, sous-préfecture de l’Isère : “L’unanime exigence des organisations syndicales présentes pour le retrait de la réforme”**

Dès dix heures moins le quart, des groupes convergent vers le point de rendez-vous dans la zone industrielle, devant l’usine Playtex menacée de fermeture définitive. Par petits groupes, les ouvriers sortent des usines proches... Le cortège ne cessera de grossir, pour atteindre les trois mille manifestants : des retraités, des employés des services publics, les enseignants grévistes des écoles de la ville et des villages alentour, des salariés des usines du secteur, et, parmi eux — fait notable souligné dans la prise de parole de la CGT —, un nombre important de jeunes.

« Les retraites... Elles sont à nous... On s’est battu pour les gagner et on se bat pour les garder ! » et « 40 ans, c’est déjà trop ! Retrait ! Retrait du plan gouvernemental ! » : ces mots d’ordre ont été petit à petit repris et scandés par un nombre toujours croissant de manifestants.

Devant la sous-préfecture, le secrétaire de l’union locale CGT annonce au micro « l’unanime exigence des organisations syndicales présentes pour le retrait de la réforme ». Le représentant de FO souligne que son organisation ne fait pas « cavalier seul », appuyant la totalité du discours du secrétaire de l’union locale CGT, et indique que l’unité des syndicats pour le retrait pur et simple du projet de destruction des retraites à La Tour-du-Pin est une indication de la capacité des syndicats à s’unir à tous les niveaux et dans tout le pays sur la même exigence. Les deux interventions sont très applaudies.

La délégation reçue par le sous-préfet répètera, sans que le représentant de l’UNSA ni celui de la CFDT n’apportent une contradiction, la même exigence.

## A NOS CORRESPONDANTS

Nous remercions tous les correspondants qui nous ont fait parvenir jusque tard dans la soirée reportages, interviews, échos, photos..., d’Ajaccio, Aubenas, Avignon, Belfort, Besançon, Bordeaux, Bourgoin-Jallieu, Chartres, Cherbourg, Dieppe, Grenoble, Haguenau, La Rochelle, La Tour-du-Pin, Le Havre, Le Mans, Lille, Lisieux, Longwy, Lyon, Marseille, Metz, Montbard, Montluçon, Niort, Paris, Poitiers, Quimper, Rennes, Rochefort, Rouen, Saint-Lô, Saintes, Toulon, de la Drôme, de Savoie...

Nous remercions tous les camarades de la région parisienne qui ont réalisé des reportages dans la manifestation parisienne.

Faute de place, nous ne pouvons tout publier. Nous nous en excusons.



veau “Plan social pour l’emploi” est en cours. Chez Braun, 200 ont signé la pétition pour le retrait. On attend des leaders nationaux, demain soir, un appel pour amplifier le mouvement sur la base du retrait. »

Emmanuel Poisson (secrétaire de l’union locale CGT) : « On a tout de suite été d’accord avec le texte proposé par FO, car il n’y a aucune amélioration possible à ce plan. Il faut bloquer cette réforme. A Nogent, Valeo vient de passer sous les 500 salariés (il y en avait 1 500). Dans toutes les boîtes, le nombre de salariés diminue, sauf, pour l’instant, chez Braun. C’est sûr qu’il y a un décalage entre la base et les dirigeants. Il va falloir les pousser, parce que ce que la base veut, c’est bloquer tout le pays pour obtenir le retrait. »

## La Rochelle (Charente-Maritime)

13 000 manifestants ont défilé à La Rochelle, 6 000 à Saintes et 4 000 à Rochefort. Philippe, militant syndicaliste FO COM : « Nous nous sommes mis d’accord pour un appel commun (FO, CGT, CFDT et SUD) exigeant l’abandon de la réforme du gouvernement. Ce matin, au bureau de poste de la recette principale, à La Rochelle, nous nous sommes réunis pour partir ensemble en cortège au point de départ de la manifestation et nous avons manifesté dans le même cortège. »

## Aubenas (Ardèche)

**“La volonté des travailleurs de voir aboutir le retrait de la réforme”**

Les orages violents n’ont pas découragé les manifestants. A l’appel des unions locales CGT, CFDT, FO, FSU, SUD, UNSA, CNT, environ 1 500 travailleurs du privé et du public ont manifesté de 14 heures à 17 heures sous une pluie torrentielle, avec comme mot d’ordre principal « Ni amendable ni négociable, retrait du projet de réforme ! », bloquant ainsi la circulation sur la seule nationale qui reste dans le département. C’est pour les organisations une vraie réussite, montrant la volonté des travailleurs de voir aboutir le retrait de la réforme. Appelant à la tenue d’assemblées générales dans les entreprises, l’intersyndicale a décidé de se réunir dès demain mercredi.

# Le préalable à toute "négociation", c'est le retrait !

Dans la continuité des centaines de prises de position syndicales adoptées tout au long de l'été, et plus encore depuis la rencontre intersyndicale du 23 août, une aspiration a dominé l'ensemble des cortèges rassemblant les millions de travailleurs en grève et manifestation, groupés avec leurs syndicats, ce mardi 7 septembre : ni amendable ni négociable, retrait du projet gouvernemental ! Alors, qu'est-ce qui permet au gouvernement de tenir ?

## La main tendue de Chérèque au gouvernement

Laurence Fayard

« François Chérèque a fait un geste envers le gouvernement (...). Et le leader syndical de faire quatre propositions à Eric Woerth, le ministre du Travail », souligne *Le Figaro Eco* (2 septembre).

Ainsi, pas question pour François Chérèque d'exiger du gouvernement le maintien de l'âge légal de départ à 60 ans, c'est-à-dire de revenir sur ce qui constitue le cœur du projet de loi ! « François Chérèque donne l'impression de renoncer à la retraite à 60 ans », analyse un « expert en relations sociales » cité par *Le Figaro*. « Il tend la main au gouvernement pour préparer une fin de conflit la moins douloureuse possible, explique le patron d'une autre centrale. » Parmi les propositions du secrétaire général de la CFDT, celle de maintenir à 65 ans, « jusqu'en 2018, date à laquelle il est prévu de réaborder la question des retraites », la limite d'âge pour l'attribution d'une retraite à taux plein (interview au *Monde*, 2 septembre). Ce qui revient à maintenir le passage de la limite d'âge de 65 à 67 ans contenu dans le projet de loi en le différant de quelques années.

« Le secrétaire général de la CFDT demande encore au gouvernement de revoir sa copie sur trois points annexes : les carrières longues, la pénibilité, les polypensionnés, soit les trois domaines qui seront justement précisés par des amendements lors du débat parlementaire qui débute le 7 septembre », précise *Le Figaro*.

C'est en effet précisément les points sur lesquels le gouvernement a proposé d'auto-amender son projet de loi. Ce qui fait dire au *Figaro* que « l'appel du pied lancé par François Chérèque a été reçu 5 sur 5 à l'Élysée »...



François Chérèque "tend la main au gouvernement pour préparer une fin de conflit la moins douloureuse possible" (*Le Figaro*).

Photo AFP

## Derrière "l'intersyndicale", le dossier de la représentativité syndicale...

Se félicitant de l'alliance entre la CGT et la CFDT sur la « réforme » des retraites, *Le Monde*, par la voix de Michel Noblecourt, analysait récemment que cette alliance prenait appui sur la position commune signée en avril 2008 entre la CGT et la CFDT, d'une part, et les organisations patronales, le Medef et la CGPME, d'autre part. Cette position commune était en effet transcrite dans la loi du 20 août 2008, qui bouleverse notamment les règles de la représentativité syndicale et le droit syndical.

La mise en place de l'intersyndicale autour de la CGT et de la CFDT, censée parler d'une seule voix depuis deux ans, fait partie de ce dispositif de recomposition syndicale en faveur duquel se prononce **Bernadette Groison, secrétaire générale de la FSU** : « On entre dans une nouvelle ère du syndicalisme où les divergences et les nuances sont assumées pour dégager des objectifs communs et faire avancer les choses (...). Au-delà des conséquences de la loi sur la représentativité qui vont certainement modifier le paysage syndical, toutes les organisations réfléchissent sur le rôle du syndicalisme en France aujourd'hui. »

Egalement interrogé sur ce sujet, **Jean-Claude Mailly, secrétaire général de Force ouvrière**, dénonce : « Derrière (l'intersyndicale), il y a le dossier de la représentativité syndicale. J'ai dit que nous n'étions pas d'accord avec cette loi de représentativité pour des raisons de fond et non parce que je crains pour FO. Si l'intersyndicale s'est installée dans la durée, c'est parce que des idées de recomposition syndicale sont dans l'air. Ça ne doit pas empêcher l'unité d'action sur les retraites sur les bases les plus claires possible, mais il n'y a pas de holding syndical » (*L'Humanité*, 6 septembre). L. F. ■

Lu dans *L'Humanité*

## Retrait ou "aménagement" du projet de loi ?

A la veille du 7 septembre, *L'Humanité* (6 septembre) a interviewé les secrétaires généraux des huit organisations syndicales qui y appelaient. Informations ouvrières en cite des extraits.



Rappelons qu'au plan national les syndicats CGT, CFDT, Solidaires, FSU, UNSA, CFTC et CGC appelaient à la grève et aux manifestations sur la base d'un communiqué commun qui ne formulait pas le mot d'ordre de retrait du projet de loi gouvernemental sur les retraites, mais se proposait de l'amender. La confédération FO, pour sa part, y appelait sur la base d'un communiqué réaffirmant l'exigence de retrait du projet de loi.

« La CFDT, comme l'intersyndicale, ne demande pas le retrait du projet de loi »

Les interviews débutent par celle de Bernard Thibault, secrétaire général de la CGT, suivie immédiatement de celle de François Chérèque, secrétaire général de la CFDT.

La question « Demandez-vous le retrait du projet de réforme ? » n'est posée qu'à François Chérèque, qui n'y répond pas seulement au nom de son organisation, mais aussi au nom de « l'intersyndicale » (les

signataires du communiqué commun du 23 août), incluant donc le positionnement de Bernard Thibault : « Non, la CFDT, comme l'intersyndicale, ne demande pas le retrait du projet de loi. »

« Obtenir un changement du cadre global dans lequel on s'apprête à faire la réforme »

Bernard Thibault espère gagner « un changement du cadre global dans lequel on s'apprête à faire une réforme sur l'avenir des retraites » sans revenir dans cette interview sur la mesure phare du projet de loi : le report de l'âge légal de la retraite à 62 ans. Pour lui, « on ne peut pas accepter que les conditions d'un vrai débat soient refusées. Mais quel « débat » pourrait-il y avoir tant que le projet n'est pas retiré ?

« Si c'est aux syndicats de défendre les droits des salariés, pour les choix d'avenir de la société, les partis politiques sont des acteurs qui comptent (...). Il est tout à fait souhaitable que des partis politiques, des mouvements associatifs soient partie

prenante de ces débats (...). La CGT souhaite que les débats sur les suites se multiplient dans les entreprises avec deux soucis : élargir encore la mobilisation et maintenir cette dynamique unitaire », ajoute-t-il. Un grand débat politico-syndical peut-il avoir d'autre signification que d'indiquer que l'issue n'est pas la lutte des classes ?

« On pourrait augmenter la durée de cotisation, c'est ce que nous avons dit à notre congrès »

Pour François Chérèque aussi, « il faut ouvrir un débat qui n'a jamais eu lieu pour confronter les idées de la société, des syndicats, des partis politiques ». Un débat pour aboutir à quoi ? A l'allongement de la durée de cotisation : « C'est ce que nous avons dit à notre congrès », rappelle-t-il. Et il soutient ainsi cette proposition : « Si on intègre la pénibilité, un financement des périodes de précarité ou de chômage par la solidarité et des éléments de choix à 60 ans, on atténue le problème des durées de carrière inaccessibles. »

Notons qu'il parle « d'éléments de choix à 60 ans », c'est-à-dire du droit au départ à 60 ans pour certains salariés seulement en fonction des situations individuelles et non du maintien des 60 ans pour tous les salariés.

« Tout le monde dit que ce texte est mauvais. Nous exigeons son retrait »

Jean-Claude Mailly rappelle : « Nous nous sommes prononcés pour le retrait du projet. C'est nécessaire pour obtenir une autre réforme (...). Tout le monde dit que ce texte est mauvais. Nous exigeons son retrait. Si "retrait", ça choque certains, trouvons un autre terme. Mais il y a un refus des autres organisations. Elles sont libres de refuser, mais ne peuvent pas nous imposer d'abandonner notre revendication (...). Nous avons gagné sur le CPE pour trois raisons : une unité d'action qui ne s'est pas démentie, un mot d'ordre clair, le retrait du CPE, et les jeunes massivement dans la rue. Il y avait une identification claire. »

L. F. ■

# Le 7 septembre, les millions de manifestants n'ont pas donné mandat pour amender le projet de loi

**A l'université d'été du Medef, les patrons calculent que la crise politique qui secoue le gouvernement n'empêchera pas l'adoption du projet de loi sur les retraites, car aucun des partis de « l'opposition » parlementaire n'en exige le retrait.**

Yan Legoff

**N**ouveau coup de tonnerre : le 2 septembre, le ministre Eric Woerth reconnaît qu'il est bien intervenu par écrit, alors qu'il était député et trésorier de l'UMP, en mars 2007, pour favoriser la remise de la Légion d'honneur au gestionnaire de la fortune de Liliane Bettencourt, Philippe de Maistre, qui embauchera la femme du ministre quelques mois plus tard. Cette lettre, Eric Woerth avait jusqu'à présent nié l'avoir écrite. Un moment, alors que la guerre des chefs déchire l'UMP et le gouvernement en attente de remaniement, on a cru à la démission imminente du ministre. Et tout cela intervient quelques jours avant la présentation du projet de loi gouvernemental sur les retraites par ce ministre à l'Assemblée nationale !

Paradoxalement, à l'université d'été du Medef, on affiche au même moment une apparente assurance sur l'avenir de la « réforme ». « La réforme est plus forte qu'Eric Woerth, lâche un patron, elle se fera avec ou sans lui » (1). Un autre : « Même si Eric Woerth saute à un moment ou un autre, la réforme va passer. »

Qu'est-ce qui leur permet une telle conviction ? Le patron poursuit, le sourire aux lèvres : « La gauche, malgré ses protestations, n'a pas envie de gérer un tel dossier si elle passe en 2012. » C'est un fait. La position fondamentale du PS, du PCF et du Parti de gauche, alors que le gouvernement, fragilisé comme jamais, se débat dans une profonde crise politique, n'a jamais



Martine Aubry : « Nous proposons d'allonger la durée de cotisation. »

Photo AFP

été de combattre pour le retrait du texte, mais de l'amender. C'est d'ailleurs ce qu'ils ont fait, en juillet dernier, lors de l'examen du texte en commission des affaires sociales de l'Assemblée nationale. Et ils continuent.

« Nous défendons la liberté pour les salariés de pouvoir partir à la retraite à 60 ans », déclare Martine Aubry au Parisien (7 septembre). Une liberté, pas un droit ? Elle ajoute aussitôt : « Cela ne signifie pas de donner une retraite à taux plein pour tous les salariés à 60 ans. » Et d'expliquer : « Il faut prendre en compte l'allongement de l'espérance de vie (...). Nous proposons d'allonger la durée de cotisation au fur et à mesure qu'elle s'accroît. »

Mais c'est ce que prévoit déjà le gouvernement dans son projet de loi. En Suède, où ce système est généralisé, le niveau des pensions est automatiquement calculé en fonction de l'espérance de vie et de l'activité économique. Résultat : après avoir baissé de 3 % cette année, les retraites seront à nouveau amputées de 4,3 % en 2011 (2).

**« La gauche, malgré ses protestations, n'a pas envie de gérer un tel dossier si elle passe en 2012 »**

**Un patron lors de l'université d'été du Medef**

Et le PCF ? Ses députés ont exigé, le 3 septembre : « Le président de la République doit retirer ce dossier (des retraites) au ministre qui en a eu jusqu'à présent la charge. »

Le PCF réclame donc un simple changement de ministre, et pas le retrait du texte. Les députés du PCF s'indignent : « Le gouvernement n'a toujours pas fait connaître les propositions nouvelles qu'il dit vouloir faire, notamment sur la question de la prise en compte de la pénibilité. » Parce que l'allongement à 62 ans de l'âge légal de départ à la retraite ne suffirait pas en lui-même à exiger le retrait du

projet de loi ? Même son de cloche du côté des députés du PS : « La seule bonne solution serait de reprendre les négociations avec un nouveau ministre », déclare le même jour Marisol Touraine, l'une des principales oratrices du PS sur le sujet.

(1) Propos cité par le quotidien financier *La Tribune* (3 septembre).

(2) *Le Monde*, 28 août 2010.

Et pendant ce temps-là...

**41,5 milliards d'euros de profits des grandes entreprises en 6 mois, et Laurence Parisot ose se plaindre : « On peut à peine respirer »**



Laurence Parisot à l'université d'été du Medef.

Photo AFP

**C'**est presque la culbute. Sur les six premiers mois de l'année, les 40 plus grosses entreprises cotées à la Bourse de Paris ont quasiment doublé leurs profits (+ 85 %) par rapport à la même période de l'an dernier, pour un montant de 41,5 milliards d'euros. Cela n'empêche pas Laurence Parisot, présidente du Medef, de se plaindre : « On peut à peine respirer », s'exclame-t-elle, le 3 septembre, en écartant toute hausse des cotisations sociales payées par les patrons. Rappels que ces derniers profitent pourtant de quelque 30 milliards d'exonérations de cotisations par an. Ils ont en plus bénéficié, hors ces exonérations, d'une baisse de 4,24 points de cotisations de 1980 à 2006, soit un manque à gagner, pour la Sécurité sociale, de 17 milliards d'euros par an. Sur les retraites, la présidente du Medef en appelle au gouvernement : « Il est fondamental de rester sur les principes structurants de la réforme et de passer à un âge légal de 62 ans, avec, comme deuxième borne d'âge, 67 ans. »

Quant aux salaires, la rigueur doit perdurer. Le quotidien financier *La Tribune* titre le 3 septembre : « L'austérité salariale risque de se renforcer », en précisant que, « pour la deuxième année consécutive, les entreprises doivent consacrer aux augmentations de salaires des budgets inférieurs à ceux des trente dernières années ».

## Alerte !

**Le projet de loi amendé met sur les rails une « caisse de retraite des fonctionnaires de l'Etat » !**

Sur proposition du rapporteur UMP, lors du passage en commission en juillet à l'Assemblée nationale, un article 21 A du projet de loi est créé et prévoit qu'« avant le 30 septembre 2011, le gouvernement remet au Parlement un rapport relatif à la création d'une caisse de retraite des fonctionnaires de l'Etat... (avec) participation des partenaires sociaux à la gestion de cet établissement public ».

Rappelons qu'en vertu du statut général de la fonction publique, la pension des fonctionnaires de l'Etat relève directement du budget de l'Etat. Créer une caisse autonome, artificiellement mise en déficit, ne peut avoir qu'un seul objectif : casser le statut, dégager l'Etat de ses obligations envers ses fonctionnaires, diminuer encore le niveau des pensions. Une raison de plus pour exiger le retrait pur et simple de tout le projet de loi.



### Les amendements déposés par le PS, le PCF et le PG sur les retraites en juillet

Les porte-parole du PS, militant pour une « retraite choisie », ont déclaré en commission des affaires sociales de l'Assemblée nationale en juillet : « On peut très bien travailler au-delà de 60 ou 65 ans. » Ou encore : « Nous acceptons l'allongement de la durée de cotisation. »

Les responsables du PCF et du Parti de gauche se sont certes démarqués de cette « retraite choisie » prônée par le PS, mais ils ont concentré leurs amendements « pour une institution de sécurité sociale regroupant l'ensemble des régimes ». Autrement dit, ouvrir la voie à une destruction du Code des pensions des fonctionnaires. ■

### Lu dans les tracts

## Pour le PS et le Front le gauche, le plus urgent, c'est... d'attendre 2012

**L**e week-end précédant le 7 septembre, le PS et le Parti de gauche ont diffusé sur les marchés. Le PS avait un tract intitulé « Mardi 7 septembre, mobilisé-e-s pour nos retraites ! », avec ce sous-titre : « Au printemps, le gouvernement n'a mené aucune vraie concertation avec les syndicats... A l'automne, il veut escamoter le débat au Parlement ! » Après avoir développé les propositions du projet du PS, le tract se conclut ainsi : « En 2010, le PS combat les plans du gouvernement et fait des propositions. En 2012, parce que le financement ne sera pas réglé et les retraites pas sauvées, le PS rouvrira le dossier dans la concertation, avec efficacité et pour la justice. »

Et d'ici là, il faudrait s'avaler le texte du gouvernement Sarkozy ? Le Parti de gauche titre son tract : « Tous dans la rue le 7 septembre ! »

Au passage, en petits caractères, le mot « retrait » apparaît au détour d'une ligne... alors que Martine Billard, leur députée, a déposé des amendements pour la « maison commune des retraites » allant dans le sens de la liquidation du Code des pensions des fonctionnaires.

Mais, surtout, tout le verso de ce tract est intitulé : « Ce que ferait un gouvernement du Front de Gauche », avec cette conclusion : « Un gouvernement du Front de Gauche s'opposerait aux pressions de la Commission européenne pour réduire nos retraites. Il désobéirait à toute directive européenne qui encouragerait et favoriserait leur privatisation. »

Bien sûr, les deux tracts ne sont pas identiques dans leur formulation. Mais, dans les deux cas, l'axe c'est... attendre 2012 et ce que ferait un autre gouvernement. ■

### Sur les retraites, le NPA veut « frapper ensemble » avec le PS

Benoît Hamon, porte-parole national du PS et dirigeant de son aile gauche, a invité Olivier Besancenot à l'université d'été de son courant, les 18 et 19 septembre. Olivier Besancenot a accepté.

Un dirigeant du NPA, Pierre-François Grond, justifie cette décision : « On peut marcher séparément et frapper ensemble, surtout sur un sujet aussi crucial » (*Le Figaro*, 1<sup>er</sup> septembre).

Frapper ensemble ? Olivier Besancenot, qui prétend vouloir le retrait du projet de loi gouvernemental, partagerait-il donc la position de la direction du PS, dont Benoît Hamon est le porte-parole, selon laquelle « on peut très bien travailler au-delà de 60 ou 65 ans » ? ■